



# CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

## Rapport d'activité 2014



Lyon : Centre d'Études Européennes, décembre 2014

Document disponible sur le site web du Centre d'Études Européennes, à l'adresse :  
<http://cee.univ-lyon3.fr/spip.php?rubrique92>

### Reproduction et impression autorisées, moyennant mention de la source

Fiche catalographique :

Centre d'Études Européennes  
**Rapport d'activité 2014**  
Lyon : Centre d'Études Européennes  
2014 – 36 p. – 21 x 29,7 cm

**Directeur de publication :** Michaël Karpenschif, Professeur agrégé de droit public, Directeur du Centre d'Études Européennes | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse) :** Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

**Université Jean Moulin-Lyon 3 – Faculté de Droit**

**Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA 4185**

**Centre d'Études Européennes** – 15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02 – **Courriel :** [cee@univ-lyon3.fr](mailto:cee@univ-lyon3.fr) – **Tél. :** ++ 00 / 33 478 787 251 – **Fax :** ++ 00 / 33 478 787 466 – **Web :** <http://cee.univ-lyon3.fr>.

# **CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES**

## **Rapport d'activité 2014**



## SOMMAIRE

<b>1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES</b>	<b>7</b>
1.1. Monographies	7
1.2. Focus : Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne, 2 <sup>e</sup> édition	8
1.3. Collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » – Bruylant	9
1.4. Coordinations / Directions éditoriales des membres du CEE	10
1.5. Collaborations avec les périodiques juridiques	11
1.6. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs	12
1.7. Comptes rendus d'ouvrages	22
<b>2. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2013 ET ORGANISATION 2014</b>	<b>24</b>
2.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences	24
2.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires	25
<b>3. ORGANISATION ET VIE DU CEE</b>	<b>28</b>
3.1. Contrat quinquennal 2011-2015	28
3.2. Soutenances de thèses	29
3.3. Prix et distinctions	29
3.4. Support pour les masters et les doctorats en droit européen	29
3.5. Soutien aux concours de plaidoiries en droit européen	30
3.6. Documentation scientifique	32
3.7. Site web du CEE	33
3.8. Moyens financiers	33
<b>ANNEXE</b>	<b>35</b>
<b>MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)</b>	<b>36</b>



## 1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Les membres statutaires du Centre d'Etudes Européennes et les enseignants-chercheurs qui leur sont associés (cf. *Annexe*, p. 36) ont collaboré à la rédaction des ouvrages et des contributions qui suivent.

### 1.1. Monographies

**BERGÉ (J.-S.) / dir.** – *L'autre droit (européen et international) des contrats ?* (contributions de **M. Karpenschif**, **M. Laazouzi**, F. Marchadier, **C. Nourissat**, G. Pignarre, A. Tenenbaum, J.-P. Marguénaud). – Actes de la journée d'études (EDIEC – EDD – CREDIP), Lyon, 13 décembre 2013. – *Revue des contrats* 2014, n° 3, p. 537-582.

**DEBARD (T.)**. – *Lexique de termes juridiques 2014/2015* / codir. S. Guinchard. – 22<sup>e</sup> éd. – Paris : Dalloz, 2014. – 1 070 p.

**GRANGEON (J.)**. – *La réparation du dommage concurrentiel saisie par le droit de l'Union européenne. Approche comparative*. – Mémoire de Master 2 recherche Droit européen des affaires / dir. Éric Carpano. – Lyon : EDIEC, 2014. – 80 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 6). – Document disponible sur le site web de l'EDIEC, à l'adresse : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>.

**KARPENSCHIF (M.), NOURISSAT (C.) / dir.** – *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*. – 2<sup>e</sup> éd. mise à jour. – Paris : PUF, 2014. – 515 p. – (Thémis). – Cf. **Focus**, § 1.2, p. 8.

**MARTI (G.)**. – *Le fait religieux en droit public* (avec F. Grabias et L. Seurot). – Nancy : Presses universitaires de Nancy, 2014. – 328 p.

**SOLDATOS (P.)**. – *Chroniques sur une Union européenne en mal de réforme. Repères d'orientation critique*. – Louvain-la-Neuve : Academia, 2014. – 208 p.



## 1.2. Focus : Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne, 2<sup>e</sup> édition

Ainsi que ses directeurs, Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat, l'ont proposé en conseil de direction le 23 septembre 2013, la deuxième édition revue et augmentée de l'ouvrage *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne (GAJUE)*, est désormais placée sous les auspices de l'EDIEC (du CEE auparavant). Les droits d'auteurs et les droits SOFIA seront ainsi crédités sur le compte budgétaire de l'équipe et affectés aux dépenses communes.

L'Équipe remercie chaleureusement les enseignants-chercheurs titulaires et associés, publicistes et privatistes, qui ont accepté de prendre part à cette nouvelle édition :

- **Louis d'AVOUT**, Professeur de droit privé, Univ. Paris 2 – Panthéon-Assas, Membre associé du CREDIP
- **Mathieu CARDON**, Maître de conférences en droit public, CEE
- **Éric CARPANO**, Professeur de droit public, CEE
- **Thierry DEBARD**, Professeur de droit public, CEE
- **Frédérique FERRAND**, Professeur de droit privé, Directrice de l'[EDIEC](#), Directrice de l'[IDCEL](#), Membre de l'Institut Universitaire de France
- **Christine FERRARI-BREEUR**, Maître de conférences en droit public, Directrice adjointe du CEE
- **Michaël KARPENSCHIF**, Professeur de droit public, Directeur du CEE
- **Bernadette LE BAUT-FERRARESE**, Maître de conférences en droit public, CEE
- **Efthymia LEKKOU**, Maître de conférences en droit public, CEE
- **Kiara NERI**, Maître de conférences en droit public, CDI
- **Cyril NOURISSAT**, Professeur de droit privé, Directeur du CREDIP
- **Jacques PERTEK**, Professeur honoraire de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3
- **Hélène SURREL**, Professeur de droit public à SciencesPo Lyon, Membre associé du CEE
- **Jean-Pierre VIENNOIS**, Professeur de droit privé, CEE
- **Melchior WATHELET**, Avocat général à la Cour de justice de l'Union européenne, Professeur aux universités de Liège, de Louvain, de Bourgogne et ancien Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3, Membre associé du CEE
- **Véronique GERVASONI**, Responsable administrative et éditoriale de l'EDIEC.

LE GAJUE EN CHIFFRES	
1 <sup>re</sup> édition : 2010 (CEE)	2 <sup>e</sup> édition : 2014 (EDIEC)
100 arrêts commentés	108 arrêts commentés
420 pages	515 pages
407 pages de commentaires	469 pages de commentaires
	<b>Le plus :</b> <i>L'Index alphabétique de la jurisprudence citée, soit plus d'un millier de décisions.</i>



1.3. Collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » – Bruylant

N° 9 (à paraître). – *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* / dir. Bernadette Le Baut-Ferrarese. – Bruxelles : Bruylant, 2015.

N° 8. – *Réalisations et défis de l'Union européenne. Droit-politique-économie. Mélanges en hommage à Panayotis Soldatos* / préface de Christian Philip. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 609 p.

N° 7. – *Le revirement de jurisprudence en droit européen* / dir. Éric Carpano ; préface de Michaël Karpenschif. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 430 p.

N° 6. – *La directive « services », en principe(s) et en pratique* / dir. Christine Ferrari-Breur ; préface de Michel Barnier. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 301 p.

N° 5. – *Quelle relance de la construction européenne ?* / dir. Christian Philip, Panayotis Soldatos. – Bruxelles : Bruylant, 2008. – 258 p.

N° 4. – *La Convention sur l'avenir de l'Europe* / dir. Christian Philip, Panayotis Soldatos. – Bruxelles : Bruylant, 2004. – 236 p.

N° 3. – *La défense européenne* / dir. Joëlle Le Morzellec, Christian Philip. – Bruxelles : Bruylant, 2003. – 274 p.

N° 2. – *Les effets des jugements nationaux dans les autres États membres de l'Union européenne.* – Bruxelles : Bruylant, 2001. – 250 p.

N° 1. – *Les procédures de révision des traités communautaires.* – Bruxelles : Bruylant, 2001. – 164 p.



## 1.4. Coordinations / Directions éditoriales des membres du CEE

### Jean-Sylvestre BERGÉ

- Membre du Conseil scientifique de la revue *Droit de l'immatériel* (Lamy).
- Membre du Comité de rédaction de la *RTD Eur.* (Dalloz).
- Coordinateur de la rubrique EDIEC « Comptes rendus d'ouvrages », *RTD Eur.* (Dalloz).
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue internationale de droit comparé* (Société de Législation Comparée).
- Membre de l'Advisory Board, *Spanish Yearbook of International Law*.
- Membre du Comité scientifique de la Fondation Varenne (spécialité Droit européen).
- Co-responsable de la chronique de droit européen des contrats (UE – CEDH), *Revue de contrats* (LGDJ ; depuis 2003).
- Responsable de la chronique annuelle « Interactions du droit international et européen », *Journal du droit international* (LexisNexis ; depuis 2009).
- Coordinateur de la Chronique EDIEC annuelle « Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne », *RTD Eur.* (Dalloz).
- Directeur de collection aux éditions Dalloz.

### Éric CARPANO

- Directeur scientifique de la Chronique « Droit européen du marché intérieur », *Revue Lamy Droit des affaires (RLDA)*.

### Christine FERRARI-BREEUR

- Codirectrice scientifique de la revue *Juris Art etc.* (Dalloz).

### Michaël KARPENSCHIF

- Directeur de la collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » (Bruylant).
- Directeur de la série « Concurrence » de la collection *Masters* (Larcier).
- Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *La Semaine juridique Administrations et collectivités territoriales, JCP A* (LexisNexis).
- Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics, Le Moniteur)*.

### Gaëlle MARTI

- Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*.

### Hélène SURREL

- Titulaire de la chronique trimestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*.
- Co-direction, avec C. Maubernard, de la chronique de jurisprudence annuelle « Les juridictions de l'Union européenne et les droits fondamentaux », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*.

## 1.5. Collaborations avec les périodiques juridiques



Sous la direction scientifique du Professeur Éric Carpano, une chronique « **Droit européen du marché intérieur** » est inaugurée à la *Revue Lamy Droit des affaires* (n° 71, mai 2012, rubrique Repères), rédigée par les enseignants-chercheurs et les doctorants du Centre d'Études Européennes.

## 1.6. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs

**ADALID (S.).** – « La question préjudicielle et la motivation des arrêts », p. 440-444 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 / dir. scientif. Jean-Sylvestre Bergé. – *RTD Eur.* 2014/2.

**BERGÉ (J.-S.).**

- Le contrat européen au pays du « commerce de gros ». – *Revue des contrats*, n° 2014/4, p. 760-761.

- « Existence et exercice des droits subjectifs et libertés de circulation : l'hypothèse (à nouveau) d'un rapport de mise en œuvre », p. 139-158 in : *L'unité des libertés de circulation. In varietas concordia* / dir. E. Dubout et A. Maitrot de la Motte. – Bruxelles : Bruylant-Larcier, 2013. – 472 p.

- « Protection internationale et européenne de la propriété intellectuelle. Sources. Principes. Contextes de mise en œuvre ». – *JurisClasseur Droit international*. – Fascicule 572-115. – 49 p. – février 2014.

- Juge compétent, atteinte au droit d'auteur par Internet et territorialité : éloge du minimalisme juridique. Comm. CJUE, 3 oct. 2013, *Pinckney*, aff. C-170/12. – *Légipresse*, février 2014, p. 88-93.

- « Préface », p. 1- 3 in : *Les actions en justice au-delà de l'intérêt personnel* / dir. I. Omarjee et L. Sinopoli. – Paris : Dalloz, 2014.

- « Préface », p. 1-3 in : G. Julia. – *L'œuvre de magie et le droit*. – thèse. – Bruxelles : Larcier, 2014. – 536 p.

- « Droit international privé et approche contextualisée des cas de pluralisme juridique mondial ». – Contribution aux *Mélanges Bernard Audit*, p. 61-81 in : *Les relations privées internationales* / dir. L. d'Avout, D. Bureau et H. Muir Watt. – Paris : Lextenso, 2014.

- Les rapports UE et CESDHLF en matière de coopération judiciaire civile : entre rétrospective et prospective. – *RTD Eur.* 2014/2, p. 361-373.

- « Le règlement Bruxelles I Bis au regard de la future adhésion de l'UE à la CESDHLF », p. 317-333 in : *Commentaire du Règlement de Bruxelles 1 bis* / dir. E. Guinchard. – Bruxelles : Bruylant, 2014. Pour une version augmentée : Les rapports UE et CESDHLF en matière de coopération judiciaire civile : entre rétrospective et prospective. – *RTD Eur.* 2014/2, p. 361-373.

- Applying the Law in the National, International and European Context: The Comparison Step (1/3) (avec G. Helleringer). – *Oxford Legal Studies Research Paper No. 35/2014*. Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2462739>.

- « L'hypothèse d'une standardisation de la pensée juridique comme forme de standardisation internationale privée du droit », p. 27-34 in : *Les aspects juridiques de la standardisation internationale privée* / dir. R. Bismuth. – Bruxelles : Bruylant, 2014.

- « Au-delà du droit européen, le droit international (public et privé) », in Chr. Interactions du droit international et européen (avec S. Touzé). – *JDI* 2014/3, p. 917-938.

- La distinction « droit-source » - « droit-objet » en droit national, international et européen de la propriété intellectuelle, p. 47-62 in : *Mélanges André Lucas*. – Paris : Lexis-Nexis 2014.

- Operating International Law in a Global Context : Taking Circulation Seriously (avec G. Helleringer). – *SYBIL (Spanish yearbook of International Law)*, vol. 18, 2013/2014, p. 11-31.
- Déambulation du juriste dans le labyrinthe juridictionnel international et européen, in *Information en ligne et mondialisation : enjeux juridiques et judiciaires*. – *Legicom* 2014/1, p. 35-39.
- Réformer chez soi et l'enfer des autres : la concurrence normative est partout ! – *Revue des contrats*, n° 2014/2, p. 283-284.
- « Ce que rendre compte d'une année (2013) de jurisprudence judiciaire française intéressant le droit l'Union européenne veut dire », p. 433-478 in Chr. « Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne » / dir. scientif. J.-S. Bergé. – *RTD Eur.* 2014/2.
- « Propos introductifs », p. 538 in : *L'autre droit (européen et international) des contrats ?* / dir. J.-S. Bergé. – Actes de la journée d'études (EDIEC – EDD – CREDIP), Lyon, 13 décembre 2013. – *Revue des contrats* 2014, n° 3, p. 537-582.
- « Introduction » (avec R. Mehdi et H. Labayle) in : *La dimension externe de l'ELSJ. Publication des ateliers de la session doctorale 2013 du GDR CNRS ELSJ* / dir. scientif. R. Mehdi. – *RTD Eur.* 2014/3, p. 649-653.
- Applying the Law in the National, International and European Context: The Combination Step (2/3) (avec G. Helleringer). – *Oxford Legal Studies Research Paper* No. xx/2014. Available at SSRN: xxx.
- Applying the Law in the National, International and European Context: The Hierarchization Step (3/3) (avec G. Helleringer). – *Oxford Legal Studies Research Paper* No. xx/2014. Available at SSRN: xxx.
- « L'articulation du droit de la propriété intellectuelle, du droit international privé et droit européen du marché intérieur », in : *La propriété intellectuelle entre synergies internes et articulations externes* / dir. K. Ben Dahmen, à paraître.
- « L'application du droit au pluriel : le double déplacement » in : *Mélanges en l'honneur de Didier Martin*. – Paris : Lextenso, à paraître.
- « Enrichir les rapports entre ordres juridiques par les rapports de mise en œuvre », in : *Les rapports entre ordres juridiques* / dir. B. Bonnet. – Paris : Lextenso, à paraître.
- Operating international law in a global context : the issue of applied global legal pluralism (avec G. Helleringer). – Submitted to an International Law Journal.
- Le rapprochement des droits dans le contexte de l'UE : dialogue de l'économie et du droit (avec S. Harnay), à paraître.
- « Comm. CE, Ass., 11 déc. 2006, *Sté de Groot*, req. n° 234560 », in : *Grandes décisions de la jurisprudence française de droit international public* / dir. A. Miron et A. Pellet. – Paris : Dalloz, à paraître
- La prestation de services internationale, objet du droit et de l'économie ? Le cas des professions juridiques (avec C. Chaserant, S. Harnay). – *JDI*, à paraître.
- « Open Questions concerning the Boundaries of European Private International Law », « Questions ouvertes autour des frontières du droit international privé européen », « Preguntas abiertas en Torno a las Fronteras del Derecho Internacional Privado Europeo », in : *Boundaries of European Private International Law. Les frontières du droit international privé européen. Las fronteras del derecho internacional privado europeo* (dir. J.-S. Bergé, St. Francq, M. Gardeñes Santiago). – Bruxelles : Bruylant, 2015, à paraître.

## CARDON (M.).

- Comm. CJCE, 12 déc. 1972, *International Fruit Company NV e.a. c/ Produktschap voor Groenten en Fruit*, aff. jtes 21 à 24/72. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 7, p. 35-39.
- Comm. CJCE, 25 nov. 1971, *Béguelin Import Co. c/ SAGL Import Export*, aff. 22/71. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 8, p. 39-47.
- Comm. CJCE, 17 févr. 1993, *Christian Poucet c/ Assurances générales de France (AGF) et Caisse mutuelle régionale du Languedoc-Roussillon (Camulrac) et Daniel Pistre c/ Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans de Clermont-Ferrand (Cancava)*, aff. jtes C-159/91 et C-160/91. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 41, p. 211-216.
- Comm. CJCE, 10 mars 1998, *Allemagne c/ Conseil*, aff. C-122/95. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 56, p. 259-264.
- Comm. CJCE, 31 mars 1998, *République française et Société commerciale des potasses et de l'azote (SCPA) et Entreprise minière et chimique (EMC) c/ Commission (Kali und Salz)*, aff. jtes C-68/94 et C-30/95. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 57, p. 265-278.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 10 juill. 2008, *Bertelsmann AG et Sony Corporation of America c/ Independent Music Publishers and Labels Association (Impala)*, aff. C-413/06 P. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 85, cjt avec n° 57, p. 265-278.

## CARPANO (É.).

- Comm. CJCE, 15 juill. 1963, *Entreprise Plaumann & Co c/ Commission (Plaumann)*, aff. 25/62. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 2, p. 12-18.
- Comm. CJCE, 1<sup>er</sup> juill. 1969, *Commission c/ République italienne*, aff. 24/68. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 5, p. 28-32.
- Comm. CJCE, 11 juill. 1974, *Procureur du Roi c/ Benoît et Gustave Dassonville*, aff. 8/74. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 13, p. 68-73.
- Comm. CJCE, 20 févr. 1979, *Rewe-Zentral AG c/ Bundesmonopolverwaltung für Branntwein (Cassis de Dijon)*, aff. 120/78. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 21, p. 99-105.
- Comm. CJCE, 26 févr. 1986, *M.H. Marshall c/ Southampton and South-West Hampshire Area Health Authority (Marshall)*, aff. 152/84. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 30, p. 144-149.
- Comm. CJCE, 23 avr. 1986, *Parti écologiste « Les Verts » c/ Parlement européen*, aff. 294/83. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 31, p. 150-155.
- Comm. CJCE, 24 nov. 1993, *Procédure pénale c/ Bernard Keck et Daniel Mithouard (Keck et Mithouard)*, aff. jtes C-267/91 et C-268/91. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 44, p. 228-233.
- Comm. CJCE, 22 oct. 2002, *Roquette Frères SA c/ Directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes*, aff. C-94/00. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 67, p. 318-324.
- Comm. CJCE, 14 oct. 2004, *Omega Spielhallen- und Automatenaufstellungs-GmbH c/ Oberbürgermeisterin der Bundesstadt Bonn (Omega)*, aff. C-36/02. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 73, p. 347-352.
- « L'« accès au marché » et l'évolution du test de l'entrave en matière de libre circulation des marchandises ». Note ss CJUE, 10 sept. 2014, *UAB Vilniaus energija c/Lietuvos metrologijos inspekcijos Vilniaus apskrities skyrius*, aff. C-423/13, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. Éric Carpano. – *RLDA* 2014/98, Repères n° 5355 (p. 68-69).

- Retour sur l'incompatibilité du bouclier fiscal avec le droit de l'Union européenne : l'intégration des impositions étrangères dans la détermination du droit à restitution. Note ss CJUE, 13 mars 2014, *Bouanich c/ Directeur des services fiscaux de la Drôme*, aff. C-375/12. – *RLDA* 2014/97, p. 58-59.
- « Applicabilité et application de la Charte dans le contentieux du marché intérieur : les dispositions de la Charte s'épuisent-elles dans les règles relatives à la libre circulation ? » Note ss CJUE, 30 avr. 2014, *Robert Pfleger*, aff. C-390/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientifique. Éric Carpano. – *RLDA* 2014/96, Repères n° 5228 (p. 62-65).
- L'invocabilité de la Charte des droits fondamentaux dans les litiges entre personnes privées : à propos du droit à l'information et à la consultation des travailleurs. Note ss CJUE, 15 janv. 2014, *Association de médiation sociale c/ Union locale des syndicats CGT*, aff. C-176/12 in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientifique. Éric Carpano. – *RLDA* 2014/93, Repères n° 5117 (p. 71-74).
- « Le monopole des pharmacies à l'épreuve du droit de l'Union ». Note ss CJUE, 5 déc. 2013, *Alessandra Venturini c/ ASL Varese e.a.*, aff. C-159/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientifique. Éric Carpano. – *RLDA* 2014/90, Repères n° 4970 (p. 47-51).
- « Représentativité et légitimité de la Cour de justice de l'Union européenne », p. 71-92 in : *La composition des juridictions. Perspectives de droit comparé* / dir. O. Lecucq. – Bruxelles : Bruylant, 2014.

**CARPANO (E.), MAZUYER (E.).** – La représentation des travailleurs à l'épreuve de l'article 27 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union : précisions sur l'invocabilité horizontale du droit de l'Union. – *Revue de droit du travail* 2014, p. 312-320.

**COMBET (M.).**

- « La libre prestation des services dans le domaine maritime : quand l'unité de l'ordre juridique de l'Union européenne bouleverse les droits sociaux nationaux ». Note ss CJUE, 8 juill. 2014, *Fonship*, aff. C-83/13, EU:C:2014:2053, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientifique. Éric Carpano. – *RLDA* 2014/98, Repères n° 5353 (p. 62-65).
- « La résurgence des situations purement internes sur le décloisonnement du droit de l'Union européenne ». Note ss CJUE, 13 février 2014, *Crono service*, aff. jtes C-419/12 et C-420/12 et *Airport Shuttle Express*, aff. jtes C-162/12 et C-163/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientifique. Éric Carpano. – *RLDA* 2014/93, Repères n° 5115 (p. 64-68).
- L'effectivité de la protection du consommateur à l'épreuve de l'autonomie procédurale des États membres. Note ss CJUE, 5 déc. 2013, *Asociación de Consumidores Independientes de Castilla y León*, aff. C-413/12. – *LPA* 19 mars 2014, n° 56, p. 7-16.
- « Les actions des associations de protection du consommateur à l'épreuve de l'autonomie procédurale des États membres ». Note ss CJUE, 27 févr. 2014, *Pohotovost s. r. o. c/ Miroslav Vašuta*, aff. C-470/12, in Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientifique. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/92, Repères n° 5074 (p. 63-66).
- « Le renouvellement des sources du droit processuel des États membres par le

décloisonnement du droit de l'Union européenne de la consommation ». Note ss CJUE, ord., 14 nov. 2013, *Banco Popular Español*, aff. jtes C-537/12 et C-116/13, in Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/89, Repères n° 4938 (p. 65-68).

- « L'effectivité de la protection du consommateur et le renouvellement des sources du droit processuel de la consommation ». Note ss CJUE, 3 oct. 2013, *Soledad Duarte Hueros*, aff. C-32/12, in Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/89, Repères n° 4937 (p. 63-65).

#### **DEBARD (Th.).**

- Comm. CJCE, 5 févr. 1963, *NV Algemene Transport- en Expeditie Onderneming van Gend en Loos c/ Administration fiscale néerlandaise (Van Gend en Loos)*, aff. 26/62. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 1, p. 9-12.

- Comm. CJCE, 15 juill. 1964, *Flaminio Costa c/ Enel*, aff. 6/64. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 3, p. 18-22.

- Comm. CJCE, 31 mars 1971, *Commission c/ Conseil (Accord européen sur les transports routiers, AETR)*, aff. 22/70. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 6, p. 32-35.

- Comm. CJCE, 4 déc. 1974, *Yvonne Van Duyn c/ Home office*, aff. 41/74. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 14, p. 73-77.

- Comm. CJCE, 9 mars 1978, *Administration des finances de l'État c/ Société anonyme Simmenthal (Simmenthal)*, aff. 106/7. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 19, p. 91-94.7.

- Comm. CJCE, 19 nov. 1991, *Andrea Francovich et Danila Bonifaci e.a. c/ République italienne*, aff. jtes C-6/90 et C-9/90. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 39, p. 199-206.

- Comm. CJCE, 5 mars 1996, *Brasserie du Pêcheur SA c/ Bundesrepublik Deutschland et The Queen c/ Secretary of State for Transport (Brasserie du Pêcheur)*, aff. jtes C-46/93 et C-48/93. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 50, cjt avec n° 39, p. 199-206.

- Comm. CJCE, 4 juill. 2000, *Laboratoires pharmaceutiques Bergaderm SA e.a. c/ Commission (Bergaderm)*, aff. C-352/98 P. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 62, p. 295-299.

- Comm. CJUE, Ass. plén., 27 nov. 2012, *Thomas Pringle c/ Gouvernement de l'Irlande*, aff. C-370/12. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 96, p. 429-435.

- « Droit de l'UE et procédure civile » (avec G. Montagnier). – *Rép. pr. civ.*, Dalloz, mars 2014.

**DOSSAN (G.L.).** – L'avenir de la coopération ACP– UE. – *L'Euroscope du CEE*, n° 2014/2, p. 2-3.

#### **DURAND (E.).**

- « National support for renewable electricity and the single market in Europe: the *Alands Vindkraft* case », Oxford Institute for Energy Studies – University of Oxford – août 2014 (avec M. Keay).

- « Lorsque la qualification d'entrave détermine les conditions d'invocabilité de la Charte ». Note ss CJUE, 8 mai 2014 *Pecklmanns*, aff. C-483/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. Carpano). – *RLDA* 2014/96, Repères n° 5229 (p. 66-67).

- « L'implantation de pharmacies saisie par le droit du marché : la lointaine proximité du droit de l'Union. À propos de l'affaire *Susanne Sokoll* », in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. Carpano). – *RLDA* 2014/93, Repères n° 5116 (p. 69-



71).

- « Quelle place pour les motifs économiques dans la justification des entraves à la liberté de circulation des capitaux ? » Note ss CJUE, 22 oct. 2013, *Staat der Nederlanden c/ Essent NV e.a.*, aff. jtes C-105/12 à 107/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. Carpano. – *RLDA* 2014/90, Repères n° 4972 (p. 55-57).

#### **FERRARI-BREEUR (Ch.).**

- Comm. CJCE, 17 déc. 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 149/79. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 23, p. 111-114.

- Comm. CJCE, 13 févr. 1985, *Françoise Gravier c/ Ville de Liège*, aff. 293/83. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 28, p. 135-140.

- Comm. CJCE, 17 sept. 2002, *Baumbast et R. c/ Secretary of State for the Home Department*, aff. C-413/99. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 66, p. 313-318.

- Comm. CJCE, 9 sept. 2003, *Isabel Burbaud c/ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité*, aff. C-285/01. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 69, p. 329-333.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 4 juill. 2006, *Konstantinos Adelenor e.a. c/ Ellinikos Organismos Galaktos (ELOG)*, aff. C-212/04. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 79, p. 376-381.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 12 sept. 2006, *Espagne c/ Royaume-Uni*, aff. C-145/04. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 80, cjt avec n° 79, p. 376-381.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 12 sept. 2006, *M.G. Eman et O.B. Sevinger c/ College van burgmeester en wethouders van Den Haag*, aff. C-300/04. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 81, p. 381-385.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 18 nov. 2008, *J. Förster c/ Hoofddirectie van de Informatie Beheer Groep*, aff. C-158/07. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 87, cjt avec le n° 28, p. 135-140.

- L'art au secours de la dette? Une fausse bonne idée. – *Juris Art etc.* n° 17, oct. 2014, p. 3

- L'affaire Gurlitt : l'information/ communication au service de la restitution? – *Juris Art etc.* n° 13, mai 2014, p. 3.

- L'affaire Dieudonné : une victoire à la Pyrrhus ? – *Juris Art etc.* n° 10, février 2014, p. 3.

**GRANGEON (J.).** – « L'entrave réglementaire à la libre concurrence ». Note ss CJUE, 4 sept. 2014, *Anonima Petroli Italiana SpA/Ministero delle Infrastrutture e dei Trasporti et Ministero dello Sviluppo Economico*, aff. C-184/13 à C-187/13, C-194/13, C-195/13 et C-208/13, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. Carpano. – *RLDA* 2014/98, Repères n° 5356 (p. 69-70).

#### **KARPENSCHIF (M.).**

- Comm. CJCE, 12 juill. 1973, *Commission des Communautés européennes c/ République fédérale d'Allemagne*, aff. 70/72. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 10, p. 52-56.

- Comm. CJCE, 21 nov. 1991, *Fédération nationale du commerce extérieur des produits alimentaires et Syndicat national des négociants et transformateurs de saumon c/ République française (Saumon)*, aff. C-354/90. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 40, p. 206-211.

- Comm. CJCE, 19 mai 1993, *Procédure pénale c/ Paul Corbeau (Corbeau)*, aff. C-320/91. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 43, p. 220-228.

- Comm. CJCE, 27 avr. 1994, *Cne d'Almelo e.a. c/ NV Energiebedrijf Ijsselmij (Almelo)*,

aff. C-393/92. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 45, cjt avec n° 43, p. 220-228.

- Comm. CJCE, 15 janv. 1998, *Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a. c/ Strohal Rotationsdruck GesmbH*, aff. C-44/96. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 54, p. 251-255.

- Comm. CJCE, 18 nov. 1999, *Teckal Srl c/ Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziale (AGAC) di Reggio Emilia (Teckal)*, aff. C-107/98. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 60, p. 284-289.

- Comm. CJCE, 7 déc. 2000, *Telaustria Verlags GmbH et Telefonadress GmbH c/ Telekom Austria AG (Telaustria)*, aff. C-324/98. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 63, p. 299-304.

- Comm. CJCE, 13 mars 2001, *PreussenElektra AG c/ Schhleswag AG*, aff. C-379/98. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 65, p. 307-313.

- Comm. CJCE, 24 juill. 2003, *Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg c/ Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, aff. C-280/00. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 68, p. 324-328.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 9 juin 2009, *Commission c/ RFA (Ville de Hambourg)*, aff. C-480/06. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 92, p. 408-412.

- « Le contrat public européen », p. 539-544 in : *L'autre droit (européen et international) des contrats ? / dir. J.-S. Bergé*. – Actes de la journée d'études (EDIEC – EDD – CREDIP), Lyon, 13 décembre 2013. – *Revue des contrats* 2014, n° 3, p. 537-582.

- Du « in house » aux « in house » après la directive concession ? – *CP-ACCP* mars 2014, n° 141, p. 64-69.

- Pouvoirs adjudicateurs, unités opérationnelles, centrales d'achat et entités adjudicatrices : évolutions ou révolution? – *Contrats et marchés*, juin 2014, p. 21-24.

- « Contrat public et Union européenne » in *Le contrat au service des politiques publiques*. – *R DFA* mai-juin 2014, p. 418-424.

**KARPENSCHIF (M.), MIDOL-MONNET (L.)**. – Les régions face aux défis de la formation professionnelle : état des lieux et perspectives. – *JCP A* 2014, étude 2009 (p. 17-23).

**KRUZSLICZ (P.)**. – Une nouvelle constitution en Europe centrale : l'adoption récente de la Loi fondamentale de Hongrie. – *Revue constitutionnelle turque*, novembre 2014.

**LE BAUT-FERRARESE (B.)**.

- Nouvelle position de la CJUE sur l'euro-compatibilité des mécanismes nationaux de soutien à l'électricité renouvelable. – *Envir.* 2014 (n° 11), comm. 75, p. 34-39.

- Comm. CJCE, 16 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Landwirtschaftskammer für das Saarland*, aff. 33/76. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 17, conjoint avec n° 18, p. 82-90.

- Comm. CJCE, 16 déc. 1976, *Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen*, aff. 45/76. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 18, p. 82-90.

- Comm. CJCE, 6 mai 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 102/79. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 22, p. 105-111.

- Comm. CJCE, 9 nov. 1983, *Administration des finances de l'État italien c/ SpA San Giorgio (San Giorgio)*, aff. 199/82. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 26, p. 125-130.

- Comm. CJCE, 19 juin 1990, *The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte : Factortame Ltd e.a. (Factortame)*, aff. C-213/89. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 35, p. 177-181.

- Comm. CJCE, 21 févr. 1991, *Zuckerfabrick Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest c/ Hauptzollamt Paderborn*, aff. jtes C-143/88 et C-92/89. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 36, p. 181-186.
- Comm. CJCE, 11 juill. 1991, *A. Verholen e.a. c/ Sociale Verzekeringsbank Amsterdam*, aff. jtes C-87/90 à C-89/90. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 38, p. 189-199.
- Comm. CJCE, 9 nov. 1995, *Atlanta Fruchthandelsgesellschaft mbH e.a. c/ Bundesamt für Ernährung und Forstwirtschaft (Atlanta)*, aff. C-465/93. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 46 conjoint avec n° 36, p. 181-186.
- Comm. CJCE, 14 déc. 1995, *Peterbroeck, Van Campenhout & Cie SCS c/ État belge (Peterbroeck)*, aff. C-312/93. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 48, conjoint avec n° 38, p. 189-199.
- Comm. CJCE, 14 déc. 1995, *Jeroen van Schjndel et Johannes Nicolaas Cornelis van Veen c/ StichtingPensioenfonds voor Fysiotherapeuten (Van Schjndel)*, aff. jtes C-430/93 et C-431/93. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 49, cjt avec n° 38, p. 189-199.
- Comm. CJCE, 15 sept. 1998, *Edilizia Industriale Siderurgica Srl c/ Ministero delle Finanze (Edis)*, aff. C-231/96. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 58, p. 278-284.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 8 mars 2011, *Lesoochranárske zoskupenie (Zoskupenie)*, aff. C-240/09. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 94, p. 417-424.
- « Le juge judiciaire acteur de l'intégration normative », p. 435-438 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 (dir. scientifique. J.-S. Bergé). – *RTD Eur.* 2014/2.
- « Le juge judiciaire acteur de l'intégration normative dans le cadre de l'autonomie procédurale nationale », p. 438-440 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 (dir. scientifique. J.-S. Bergé). – *RTD Eur.* 2014/2.

#### **LEKKOU (E.).**

- Comm. CJCE, 7 févr. 1985, *Procureur de la République c/ Assoc. de défense des brûleurs d'huiles usagées (ADBHU)*, aff. C-240/83. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 27, p. 130-135.
- L'exécution transparente des contrats de concession. – *CP-ACCP* mars 2014, n° 141, p. 74-78.
- La nouvelle directive « concession ». – *L'Euroscope du CEE*, mars 2014, n° 1, p. 2-3.

#### **MARTI (G.).**

- « Valeurs communes et pouvoir constituant dans l'Union européenne », p. 101-118 in : *Les valeurs communes dans l'Union européenne* / dir. L. Solis-Potvin. – Bruxelles : Bruylant, 2014. – 444 p.
- Quelle légitimité pour la norme supranationale européenne ? – *Politeia* n° 25/2014.

#### **SOLDATOS (P.).**

- « Le renforcement de la présence des parlements nationaux dans l'Union européenne : essai de réduction du déficit démocratique ou tentative de «renationalisation» du processus institutionnel-décisionnel ? », in *Mélanges en l'honneur de Antoine Antapassis*. – Athènes : Sakkoula, 2014.
- La valeur ajoutée de la mise en œuvre réussie du nouveau mode d'élection du président de la Commission. – *Revue de l'Union européenne*, octobre-novembre 2014,

n° 582, p. 524-532.

**SURREL (H.).**

- Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 45, octobre 2014, p. 235-239.
- Les couples homosexuels. – *RAE* 2014/2, p. 327-335.
- « Discrimination » in *Dictionnaire des acteurs de l'Europe* / dir. E. Lambert-Abdelgawad, H. Michel. – Bruxelles : Larcier, 2014.
- Comm. CJCE, 14 mai 1974, *J. Nold, Kohlen und Baustoffgrosshandlung c/ Commission des Communautés européennes*, aff. 4/73. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 11, p. 56-63.
- Comm. CJCE, 15 juin 1978, *Gabrielle Defrenne c/ Société anonyme belge de navigation aérienne Sabena*, aff. 149/77. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 20, p. 94-99.
- Comm. CJCE, 11 juill. 1985, *Cinéthèque SA e.a. c/ Fédération nationale des cinémas français*, aff. jtes 60/84 et 61/84. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 29, p. 140-144.
- Comm. CJCE, 30 juill. 1996, *Bosphorus Hava Yollari ve Ticaret AS c/ Minister for Transport, Energy and Communications e.a. (Bosphorus)*, aff. C-84/95. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 51, p. 239-241.
- Comm. CJCE, 26 juin 1997, *Vereinigte Familienpress Zeitungsverlags- und vertriebs GmbH c/ Heinrich Bauer Verlag (Familienpress)*, aff. C-368/95. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 52, p. 242-245.
- Comm. CJCE, 17 févr. 1998, *Lisa Jacqueline Grant c/ South-West Trains Ltd (Grant)*, aff. C-249/96. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 55, p. 256-259.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 27 juin 2006, *Parlement européen c/ Conseil de l'Union européenne*, aff. C-540/03. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 78, p. 371-376.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 18 déc. 2007, *Laval un Partneri Ltd c/ Svenska Byggnadsarbetareförbundet e.a.*, aff. C-341/05. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 84, p. 389-393.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 3 sept. 2008, *Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c/ Conseil et Commission (Kadi)*, aff. jtes C-402/05 P et C-415/05 P. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 86, p. 393-397.
- Comm. CJUE, 7 nov. 2013, *Minister voor Immigratie en Asiel c/ X, Y et Z (X, Y et Z)*, aff. jtes C-199/12 à C-201/12. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 104, p. 453-457.
- L'absence d'effet direct horizontal d'un principe énoncé par la Charte des droits fondamentaux (CJUE, Gde Ch., 15 janv. 2014, *Association de médiation sociale c/ Union locale des syndicats CGT e.a.*, aff. C-176/12). – *JCP G* 2014.319.
- L'égalité des sexes dans le choix du nom des enfants : l'enterrement du modèle patriarcal (Cour EDH, 7 janv. 2014, *Cusan et Fazzo c/ Italie*, req. n° 77/07). – *JCP G* 2014.4.
- Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. Chronique de jurisprudence. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 42, 2014, p. 203-209.
- Confirmation éclatante de l'importance de la liberté académique (Cour EDH, 27 mai 2014, *Mustafa Erdogan e.a. c/ Turquie*, req. n° 346/04). – *JCP G*, 16 juin 2014, act, n° 24, p. 1180.
- Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 43, avril 2014.
- Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 44, juin 2014.

- « La détermination prétorienne du cadre d'examen des conflits de droits », p. 166-201 in : *Les conflits de droits dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme* / dir. F. Sudre. – Bruxelles : Bruylant, 2014.
- Prise en compte prévisible de la singularité française du "vivre ensemble" (Cour EDH, Gde Ch., 1<sup>er</sup> juill. 2014, *SAS c/ France*). – *JCP G* 2014, act. 826.
- Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 44, juin 2014, p. 163-168.
- Les juridictions de l'Union européenne et les droits fondamentaux. Chronique de jurisprudence (2013) / dir. C. Maubernard, H. Surrel. – *RTDH* 2014, p. 615-620.

#### **VIENNOIS (J.-P.).**

- Comm. CJCE, 13 févr. 1969, *Walt Wilhelm e.a. c/ Bundeskartellamt*, aff. 14/68. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 4, p. 23-28.
- Comm. CJCE, 21 févr. 1973, *Europemballage Corporation et Continental Can Company Inc. c/ Commission (Continental Can)*, aff. 6/72. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 9, p. 48-52.
- Comm. CJCE, 30 sept. 1987, *Meryem Demirel c/ Ville de Schwäbisch Gmünd*, aff. 12/86. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 32, p. 155-159.
- Comm. CJCE, 23 avr. 1991, *Klaus Höfner et Fritz Elser c/ Macrotron GmbH (Höfner)*, aff. C-41/90. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 37, p. 186-189.
- Comm. CJCE, 14 déc. 2000, *Masterfoods Ltd c/ HB Ice Cream Ltd (Masterfoods)*, aff. C-344/98. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 64, p. 304-307.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 19 mai 2009, *Apothekerkammer des Saarlandes e.a.*, aff. jtes C-171/07 et C-172/07. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 90, cjt avec n° 91, p. 402-408.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 19 mai 2009, *Commission c/ Italie*, aff. C-531/06. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 91, p. 402-408.

**VOUGIOUKAS (D.).** – « Les nouvelles lignes directrices de la Commission concernant les aides d'État au secteur de l'aviation ». Note ss *Communication Comm. UE n° 2014/C 99/03, Lignes directrices sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes*, *JOUE* C 99, 4 avr. 2014, p. 75-77 in : *Chr. Droit européen du marché intérieur* / dir. scientif. É. Carpano. – *RLDA* 2014/93, Repères n° 5119.

#### **WATHELET (M.).**

- Comm. CJCE, Gde Ch., 12 juill. 2005, *Commission c/ France*, aff. C-304/02. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 75, p. 357-362.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 13 déc. 2005, *Marks & Spencer plc c/ David Halsey (Her Majesty's Inspector of Taxes)*, aff. C-446/03. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 77, p. 366-371.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 26 févr. 2013, *Åklagaren c/ Hans Åkerberg Fransson (Åkerberg Fransson)*, aff. C-617/10. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 98, cjt avec n° 99, p. 440-445.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 26 févr. 2013, *Melloni*, aff. C-399/11. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 99, p. 440-445.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a. c/ Parlement et Conseil*, aff. C-583/11 P. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 102 cjt avec n° 106, p. 461-468.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 26 nov. 2013, *Groupe Gascogne c/ Commission*, aff. C-58/12 P. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 105, p. 457-461.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 19 déc. 2013, *Telefónica c/ Commission*, aff. C-274/11 P. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 106, p. 461-468.

- Comm. CJUE, Gde Ch., 8 avr. 2014, *Digital Rights Ireland et Seitlinger e.a.*, aff. C-293/12 et C-594/12. – *GAJUE*, 2<sup>e</sup> éd., 2014, n° 108, p. 473-478.

#### **ZAMPINI (F.).**

- Le recours en indemnité, remède adéquat en cas de non-respect d'un délai de jugement raisonnable par le juge de l'Union européenne. – *RTD Eur.* 2014. 291-308.  
- « Le juge judiciaire français assure manifestement l'efficacité des articles 101 et 102 du TFUE », p. 474-478 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 / dir. scientif. J.-S. Bergé. – *RTD Eur.* 2014/2.

### **1.7. Comptes rendus d'ouvrages**

#### **BERGÉ (J.-S.).**

- Compte rendu de H.-J. Lucas (en hommage). – *Les modèles propriétaires au XXI<sup>e</sup> siècle*, (Actes du colloque international CECOJI). – Paris : LGDJ, 2012. – 255 p. – *Droit et Société*, 86/2014, p. 237-239.  
- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/1, p. VI-VII de Gragl (P.). – *The Accession of the European Union to the European Convention on Human Rights*. – Oxford : Hart Publishing, 2013. – [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).  
- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/1, p. IX, Moccia (L.) (ed.). – *The Making of European Private Law: Why, How, What, Who*. – Bruxelles : Intersentia, 2013. – 225 p. et Schulze (R.), Zoll (Fr.) (eds). – *The Law of Obligations in Europe. A New Wave of Codifications*. – Bruxelles : Intersentia, 2013. – 458 p. – [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).  
- Compte rendu *Revue Droit et Société*, 86/2014, p. 237-239 de H.-J. Lucas (en hommage). – *Les modèles propriétaires au XXI<sup>e</sup> siècle*, Actes colloque international organisé par le CECOJI. – Paris : LGDJ 2012. – 255 p.  
- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/2, p. IX-X de Nuyts (A.), Hatzimihail (N.E.). – *Cross-Border Class Actions, The European Way*. – Munich : Sellier, 2013. – 327 p. – [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).  
- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/2, p. X de Reich (N.). – *General Principles of EU Civil Law*. – Bruxelles : Intersentia, 2013. – 216 p. – [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr)  
- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/3, p. I de Pasa (B.), Morra (L.). – *Translating the DCFR and Drafting the CESL. A Pragmatic Perspective*. – Munich : Sellier, 2014. – 350 p. – [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).  
- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/3, p. II de Sefton-Green (R.), Usunier (L.). – *La concurrence normative. Mythes et réalités*. – Paris : Société de Législation comparée, 2013. – 298 p. – [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

## 1.8. L'Euroscope du CEE

L'Euroscope du CEE a vu sa formule entièrement refondue et sa parution trimestrielle depuis janvier 2010. Les doctorants et enseignants-chercheurs du CEE ont contribué régulièrement à sa rédaction.

Pour mieux diffuser les activités des quatre centres de recherche de l'EDIEC, L'Euroscope du CEE deviendra en 2015 Le Bulletin de l'EDIEC.

Les anciens numéros (2003-2014) resteront téléchargeables sur le site web du CEE :



## 2. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2013 ET ORGANISATION 2014

### 2.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences



14-15 novembre 2013, UJML3  
Auditorium André Malraux

« *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* »



Colloque **CEE** – Dir. scientif. : **B. Le Baut-Ferrarese**, Maître de conférences HDR en droit public.

Ce colloque a bénéficié du soutien de l'[Équipe de Droit International Européen et Comparé](#) (EDIEC – EA n° 4185, délibération du conseil de direction du 9 octobre 2012), de l'[Université Jean Moulin Lyon 3](#) (délibération du conseil scientifique du 25 juin 2013), de la [Ville de Lyon](#) (délibération du conseil municipal du 23 septembre 2013) et du [Département du Rhône](#) (délibération de la commission permanente du conseil général du 4 octobre 2013).

Les actes seront publiés chez Bruylant, dans la collection CEE (n° 9), en 2015.



24 mars 2014, UJML3  
Amphi Huvelin

« *L'accord sur l'Espace économique européen et l'objectif d'homogénéité* »

Grande conférence **CEE**, Eleftheria Neframi, Professeur à l'Université du Luxembourg

Après **Marc Jaeger**, Président du Tribunal de première instance de l'Union (« *La notion et la politique du revirement de jurisprudence* », 2011), Son Excellence Monsieur **László Trócsányi**, Ambassadeur de Hongrie en France (« *Le contrôle de constitutionnalité en Hongrie et en France : regards croisés* », 2012), le Professeur **Fabrice Picod** de l'Université Paris II – Panthéon-Assas (« *Le nouveau règlement de procédure de la CJUE* », 2013), le Centre d'Études Européennes a invité [Eleftheria NEFRAMI, Professeur à l'Université du Luxembourg](#), à donner une conférence sur le thème *L'accord sur l'Espace économique européen et l'objectif d'homogénéité*.



## 2.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires

### BERGÉ (J.-S.).

- Conférence débat *L'application du droit dans un contexte global : débat sur la méthode* – Anim. et discuss. Pr. E. Millard – Nanterre, École doctorale de droit et de sciences politiques – janv. 2014.
- CEPOL – *Working Group in relation to the elaboration of the CEPOL Master Programme « Policing in Europe »* – Bramshill (UK), mars 2014, juillet et septembre 2014.
- *Boundaries of European Private International Law – Jean Monnet Lifelong Learning Program – Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC* – Seminar n° 1 – European PIL, National and International Law – Coord. : J.-S. Bergé, S. Francq, M. Gardeñes Santiago – Barcelone, mars 2014.
- *Project Ius Commune Casebook on the Effects of European Law on legal relationships between individuals (2012-2016)*, directed by Arthur Hartkamp, Professor of European Private Law, Radboud University Nijmegen; former Procureur-Général at the Supreme Court of the Netherlands – 5<sup>th</sup> meeting – Porto, avril 2014.
- Conference *Operating the Law in a Global Context: the Challenge of the Contextualization* – New York University – Center for the Global Affairs – New York, avril 2014 : <https://www.youtube.com/watch?v=3ein5cwIzTw>.
- Intervention sur le thème *La personne dans le droit de l'UE et la distinction entre le droit-source et le droit-objet* – La notion de personne en droit de l'Union européenne (dir. scientif. : M. Cannarsa) – Lyon, Université Catholique de Lyon, mai 2014.
- *Boundaries of European Private International Law – Jean Monnet Lifelong Learning Program – Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC* – Seminar n° 2 – European PIL and European Law – Coord. : J.-S. Bergé, S. Francq, M. Gardeñes Santiago – Louvain-La-Neuve, juin 2014.
- *Ateliers doctoraux sur le pouvoir juridictionnel dans l'ELSJ* – NANTERRE – CEJEC – GDR CNRS ELSJ, juin 2014.
- Animation du séminaire *Reconnaissance mutuelle, concurrence des droits ou harmonisation* – École d'été « La constitution économique de l'Union européenne » – Strasbourg, Université de Strasbourg, sept. 2014.
- Conference *The Combination of International, European and National Law : the example of the fight against terrorism* – Certified Expert Programme in International Law Enforcement Cooperation (ICEP) – Training session – Lyon, INTERPOL, sept. 2014.
- *Project Ius Commune Casebook on the Effects of European Law on legal relationships between individuals (2012-2016)*, directed by Arthur Hartkamp, Professor of European Private Law, Radboud University Nijmegen; former Procureur-Général at the Supreme Court of the Netherlands – 6<sup>th</sup> meeting – Lyon, CREDIP, oct. 2014.
- Conférence *L'application du droit au pluriel : réflexions sur le travail du juriste dans la mondialisation* – Universidade de São Paulo-USP, Faculdade de Direito – São Paulo, nov. 2014.
- Allocution introductive *Union européenne et démocratie : une construction par le bas* – Associação Brasileira dos Constitucionalistas – XXIII Encontro Nacional de Direito Constitucional : A Democracia – 6, 7 e 8 de novembro de 2014 – Faculdade de Direito da Universidade de São Paulo – FADUSP – São Paulo, nov. 2014.

- Presentation *The Idea of Circulation in a Complex Legal Order* – Second International Research Workshop (USP/UNESP/UNICAMP Brazil – UDL France) – Track: Social Sciences And The Humanities In The Globalized World – São Paulo, nov. 2014.
- Conference *Operating the law in a global context : the three steps method* – Rio de Janeiro, Universidade do Estado do Rio de Janeiro – UERJ, nov. 2014.
- Conference *Operating European Law in a Global Context : discussion on the method* – The European Union as a Global International Actor, [Lecture Series organised by Prof. Eleftheria Neframi, University of Luxembourg, Jean Monnet Chair](#) – Luxembourg, Université du Luxembourg, nov. 2014.
- Intervention *L'application du droit international au pluriel : le cas des dispositions impératives* – Paris, International Law Association, nov. 2014.
- Lecture on *Intellectual Property Law & Multilevel Context* – LLM Comparative and European Private International Law (in cooperation with University of Dundee) – Toulouse, Université de Toulouse 1 – Capitole, nov. 2014.
- Policing in Europe: Legal aspects of International Police Cooperation – Lecture with S. Poillot Peruzzetto on “*Main principles of cooperation in the field of security and justice*” – Lyon, CEPOL, ENSP, GDR CNRS ELSJ, déc. 2014.

**DURAND (E.).** – Conférence *Politique et marché : quels rôles pour le développement de l'électricité renouvelable ?* – Journée « *Energy Days* », UJML3, 24 juin 2014 (avec I. Debay).

**FERRARI-BREEUR (Ch.).** – Communication *L'accès aux biens culturels : le temps allongé - Un droit qui préserve le passé : l'exemple du droit de préemption* – 18<sup>e</sup> rencontres juridiques de la Faculté de Droit et Science politique de l'Université Lumière Lyon 2 sur le thème « *L'accès aux biens culturels. Quel(s) défi(s) pour le droit?* » – Lyon, 4 décembre 2014.

**KRUZSLICZ (P.).**

- Communication *Analyse des compétences de l'ordre juridique de l'Union européenne : moyens et résultats de l'action de l'UE.* – Paris : séminaire de recherche Université de Szeged – Université Paris I Panthéon – Sorbonne, 19 déc. 2014 (projet de recherche Balaton).
- Conférence *Les valeurs de l'Europe des valeurs : la protection des valeurs à caractère constitutionnel par l'Union européenne.* – Szeged : Université de Szeged – Université Paris I Panthéon – Sorbonne, 27 nov. 2014 (projet de recherche Balaton).
- Conférence *Az Európai Unió értékei a Szerződések értelmében, Nemzeti identitás és nemzeti alkotmányos identitás az Európai Unió és a tagállamok viszonylatában.* – Université de Szeged, 10 nov. 2014.
- Communication *A területi decentralizáció magyarországi és franciaországi rendszerének összehasonlító elemzése.* – Colloque. – Faculté de droit et des sciences politiques, Université de Szeged, juin 2014.
- Communication *Les constructions constitutionnelles nationales et les valeurs constitutionnelles européennes : sources d'intégration et bases des identités.* – Conférence internationale « *Désintégration et intégration en Europe centrale et orientale* ». – Cluj : Faculté d'études européennes de l'Université Babeş-Bolyai, 24 oct. 2014.

- Communication *La crise des valeurs – les valeurs de crise : la consécration juridique des questions identitaires en Europe centrale.* – Colloque international « Citoyenneté et intégration : 7 et 10 ans après ». – Cluj : Faculté d'études européennes de l'Université Babeş-Bolyai, 15 mai 2014.

- Communication *Les défis de l'enseignement en français au niveau universitaire* – Présentation du Centre universitaire francophone de Szeged. – Budapest : Université Eötvös Loránd, 28 mars 2014.

**LEKKOU (E.).** – Communication *Réflexions sur la pratique, à la lumière du droit de l'UE, du contrôle de constitutionnalité a posteriori en France et en Grèce* – 9<sup>e</sup> Congrès français du droit constitutionnel, Lyon, 27-29 juin 2014 (<http://www.afdc.fr/congresLyon/accueilleLyon.html>).

### 3. ORGANISATION ET VIE DU CEE

#### 3.1. Contrat quinquennal 2011-2015

L'AERES l'ayant préconisé en 2010, dans le cadre du contrat quinquennal (CQ) 2011-2015, le CEE a rejoint, en janvier 2011, l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé (EDIEC – EA 4185), dirigée par le Professeur Frédérique FERRAND, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Directrice de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert et membre de l'Institut universitaire de France.

<b>Composition CEE – CQ 2007-2010</b>	<b>Composition CEE – CQ 2011-2015</b> (au 31/12/2014)
<p><b>Membres titulaires</b></p> <p>CARDON Mathieu, MCF CARPANO Éric, MCF FERRARI-BREEUR Christine, MCF HDR KARPENSCHIF Michaël, PR LE BAUT-FERRARESE Bernadette, MCF PERTEK Jacques, PR PHILIP Christian, PR ZAMPINI Florence, MCF HDR</p>	<p><b>Membres titulaires</b></p> <p>CARDON Mathieu, MCF CARPANO Éric, PR DEBARD Thierry, PR FERRARI-BREEUR Christine, MCF HDR KARPENSCHIF Michaël, PR LE BAUT-FERRARESE Bernadette, MCF HDR LEKKOU Efthymia, MCF MARTI Gaëlle, PR VIENNOIS Jean-Pierre, PR ZAMPINI Florence, MCF HDR</p>
<p><b>Personnels administratifs</b></p> <p>GERVASONI Véronique SEMASHKEVICH Tatsiana</p>	<p><b>Personnels administratifs</b></p> <p>GERVASONI Véronique, IGE</p>
<p><b>Allocataires de recherche</b></p> <p>ADALID Sébastien CHABAUD Léonie COMBET Mathieu ROBERT Loïc</p>	<p><b>Docteurs, ATER et doctorants</b></p> <p>ARABAGHIAN Anouche, JURY Fabrice, Doctorant Docteur en droit contractuel ARTEMIOU Eleni, KATSORCHI Panagiota AUGOYARD Marc, Docteur KRUZSLIC Peter en droit LAWU KIFWENKELWA BENARBIA Saïd Benoît BENIDIR Toufik LOLJEEH Rajendranuth BENZAQUEN Bélinda LOUGRAIDA Myriam CHABAUD Léonie MKHITARYAN Monika COGNET Gaëlle PETROVA Evgeniya ép. EME COMBET Mathieu, Docteur PROUTEAU Juliette en droit RAMI Karima DESFORGES Antoine, ATER ROBERT Loïc, Docteur en DJERDJIAN Endza droit DOSSAN Gilles Landry SONKO Aminata DURAND Étienne, ATER VOUGIOUKAS Dimitrios, GRANGEON Julie, Docteur en droit Doctorante contractuelle WATTECAMPS Aurélie JOUTEUX Chloé</p>
<p><b>ATER</b> (<i>NB : non comptabilisés dans les projets scientifiques des équipes</i>)</p> <p>LOLJEEH Rajendranuth KATSORCHI Panagiota</p>	
<p><b>Source</b> : Projet scientifique Équipe de droit public de Lyon, EA 666 (p. 3)</p>	

### 3.2. Soutenances de thèses

- **COMBET (Mathieu).** – *L'établissement des sociétés en droit de l'Union européenne : contribution à l'étude de la création jurisprudentielle d'un droit subjectif.* – Thèse, sous la direction de Cyril Nourissat, soutenue le 12 septembre 2014. – Discipline : Droit de l'Union européenne.
- **ROBERT (Loïc).** – *La contribution de l'Union Européenne au droit international des droits de l'homme.* – Thèse, sous la codirection de Michaël Karpenschif et Christine Ferrari-Breeur, soutenue le 24 septembre 2014. – Discipline : Droit de l'Union Européenne.

### 3.3. Prix et distinctions



Photographie David Venier, UJML3, juillet 2014.

**Juillet 2014** – Les *Palmes académiques* ont été remises, avec le grade de chevalier, à **Jean-Sylvestre Bergé**, Professeur, CREDIP, **Christine Ferrari-Breeur**, Maître de conférences, CEE, et **Michaël Karpenschif**, Professeur, CEE.

### 3.4. Support pour les masters et les doctorats en droit européen

Le Centre d'Études Européennes est le support scientifique de la spécialité *Droit européen* de la mention *Droit européen, international et comparé*, qui comporte trois masters : le [Master 1 Droit européen](#), dirigé par **Florence ZAMPINI**, Maître de conférences HDR en droit public, le [Master 2 Droit européen des affaires, parcours recherche](#), dirigé par **Éric CARPANO**, Professeur agrégé de droit public, ainsi que le [Master 2 Droit européen des affaires, parcours professionnel](#), dirigé par **Bernadette LE BAUT-FERRARESE**, Maître de conférences HDR en droit public.

Les plaquettes sont téléchargeables sur le site web du CEE, à la rubrique « *Offre de formation* ».



Depuis 2012, la **collection « Les mémoires de l'Équipe de droit international,**

**européen et comparé** » met en ligne les meilleurs mémoires des Masters 2 Recherche adossés à l'Équipe. Ainsi un nouveau volume a-t-il été publié cette année, distinguant le meilleur mémoire du Master 2 Droit européen des affaires :

**GRANGEON (J.)**. – *La réparation du dommage concurrentiel saisie par le droit de l'Union européenne. Approche comparative*. – Mémoire de Master 2 recherche Droit européen des affaires / dir. Éric Carpano. – Lyon : EDIEC, 2014. – 80 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 6). – Document disponible sur le site web de l'EDIEC, à l'adresse : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>.

Le CEE soutient les activités des **doctorants** dirigés par les enseignants-chercheurs qui sont membres ou associés de son centre de recherche, de même que ses trois homologues de l'**EDIEC**, le **CDI**, le **CREDIP** et l'**IDCEL**.

### 3.5. Soutien aux concours de plaidoiries en droit européen

#### 3.5.1. Soutien au Concours *Habeas Corpus*

Comme chaque année, le Centre d'Études Européennes apporte à l'organisation du concours, créé et porté par l'[Association pour la promotion interuniversitaire des droits de l'homme \(APIDH\)](#), un soutien logistique (mise à disposition des locaux et équipements ; prix remis aux lauréats). Les équipes, venues de différentes universités françaises et étrangères, s'affrontent autour d'une affaire fictive mettant en scène la Convention européenne des droits de l'homme et sa pratique. Les résultats de la 8<sup>e</sup> édition du Concours Habeas Corpus (2014) sont les suivants :

**Vainqueur** : IEJ de Lyon

**Deuxième** : Université de Cergy-Pontoise

**Troisième** : Université de Lille

**Demi-finaliste** : Université de Limoges

**Meilleur plaideur** : Marie Debris (IEJ de Lyon)

**Meilleur mémoire** : Université de Limoges

#### CALENDRIER DU CONCOURS *HABEAS CORPUS* 2015

##### 1 – Phase écrite

Lundi 1<sup>er</sup> décembre : Mise en ligne du cas pratique

Vendredi 12 décembre : Tirage au sort de la qualité des équipes

Vendredi 27 février : Date limite d'envoi par voie électronique des mémoires

Vendredi 20 mars : Réception des mémoires adverses.

##### 2 – Phase orale

Lundi 30 mars à vendredi 3 avril 2015 : Déroulement de la phase orale

Vendredi 3 avril : Petite finale et finale du concours

Samedi 4 avril 2015 : Départ des équipes.

**Pour en savoir plus** : <http://www.apidh.eu>.

### 3.5.2. Soutien au Concours European Law Moot Court Competition

L'*European Law Moot Court* est le concours de plaidoiries en droit européen le plus prestigieux au monde. Tous les ans, une centaine des meilleures universités participent à quatre finales régionales. Il s'agit d'un concours bilingue – français et anglais.

Le CEE apporte à l'organisation du concours un soutien pédagogique (organisation et formation par un enseignant-chercheur du CEE ; prise en compte de la participation au concours en note de séminaire du *Master 2 Droit européen des affaires*) et logistique (mise à disposition des locaux et équipements ; prix remis aux lauréats).

#### Équipe du Moot Court 2014 pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

**Encadrement :** Florence ZAMPINI, Maître de Conférences HDR en droit public, Responsable pédagogique du [M1 Droit européen](#)

#### **Equipe :**

**Julie Catherine, Christine Chaurand, Gianluca Gaspari et Julie Grangeon.**

Etudiants en M2 Droit européen des affaires, ils ont été qualifiés pour la finale régionale qui a lieu à Turin du 20 au 22 février 2014 et se sont inclinés malgré une belle prestation.

#### **Cas pratique 2013-2014 :**

▶▶ [Spyridon and others v. Minister for Immigration and Naturalisation and Director-General of Healthcare, Case M-564/13](#)

▶▶ [Spyridon et autres c/ le Ministre de l'Immigration et de la Naturalisation et le Directeur général de la Santé, aff. M-564/13](#)

En 2015, l'équipe Lyon 3 est emmenée par Eric CARPANO, Professeur de droit public, Responsable pédagogique du *Master 2 Droit européen des affaires*.

Le cas pratique 2014-2015 est le suivant :

▶▶ [AlfaDečets SA v Omorfi City, OmorfiDečets and CalorUrbis SA, Case M-680/14](#)

▶▶ [AlfaDečets SA c/ Omorfi City, OmorfiDečets et CalorUrbis SA, aff. M-680/14.](#)

### 3.6. Documentation scientifique

La mise à disposition du public des ouvrages et des périodiques est une activité essentielle du CEE, pour trois raisons principalement :

Le Centre est le **support scientifique** de trois diplômes de droit européen (*Master 1 Droit européen, Master 2 Droit européen des affaires* Parcours recherche et Parcours professionnel) et est par ailleurs accessible aux étudiants de tous diplômes, comportant ou non des enseignements de droit européen (Master 1 Droit social notamment, doctorants, autres Master 2 et Magistères de Lyon 3, etc.). Ainsi, en 2014, ce sont plus de 1 000 personnes qui auront utilisé les ressources documentaires du CEE.

Le **centre documentaire**, bibliothèque associée au [Service commun de documentation \(SCD\)](#), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit des centres de recherche juridique après les bibliothèques centrales<sup>1</sup>.

Le CEE est un [Centre de documentation européenne agréé par l'Union européenne](#) (Office des publications de l'Union européenne, OPUE), comme 39 autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France. Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon, avec l'École de management d'Écully.

Le CEE est dès lors assujéti à trois obligations :

**Être dépositaire** de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ; Acquérir des **ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ; Permettre la **consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet** : 3 postes informatiques avec connexion réseau sont réservés à cette activité et 3 sont réservés aux enseignants-chercheurs permanents ou invités.

Une centaine d'ouvrages, acquis ou provenant de dons, ont pu être catalogués en 2014. Leur localisation par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système Universitaire de Documentation (SUDOC)**.

Par ailleurs, le site web du CEE affiche en temps réel les ouvrages acquis et reçus, enregistrés et en cours d'enregistrement.



<sup>1</sup> Avec 3 843 ouvrages catalogués. Source : *La documentation à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Rapport annuel 2010*, Lyon, Service Commun de la Documentation, 2011, 50 p., tableau, p. 14 ([http://scd.univ-lyon3.fr/medias/fichier/rapport-annuel-2010\\_1315907120902.pdf](http://scd.univ-lyon3.fr/medias/fichier/rapport-annuel-2010_1315907120902.pdf)).



### 3.7. Site web du CEE



Fréquentation du site web du CEE (<http://cee.univ-lyon3.fr>)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014 <sup>2</sup>	Nbre cumulé de visites (2009-2014)
Moyenne journalière	47,39	47,74	40,51	47,59	38,52	29,14	87 886
Moyenne mensuelle	1 306,03	1 452,17	1 232,25	1 447,42	1 171,92	886,5	
Total annuel	13 603	17 426	14 787	17 369	14 063	10 638	

#### Origine des visites (données cumulées depuis 2009) :

Google	35,06 % des visites
Faculté de Droit Virtuelle – UJML3	19,05 % des visites
Faculté de Droit – UJML3	10,32 % des visites
Faculté de Droit de Turin	6,61 % des visites
Yandex (moteur de recherche russe)	4,26 % des visites
Autres sources	24,72 % des visites

#### Répartition des visites depuis la création du site (données cumulées depuis 2009) :

C'est la rubrique *Vie du site (Accueil/Présentation, Brèves, Formulaire de contact, Mentions légales)* qui est la plus fréquentée (**48 %** des visites) depuis la création du site, précédant en cela les rubriques consacrées aux activités pédagogiques (**15,3 %**) et scientifiques (**14,7 %**) du centre.

#### Records de visites (données cumulées depuis 2009) :

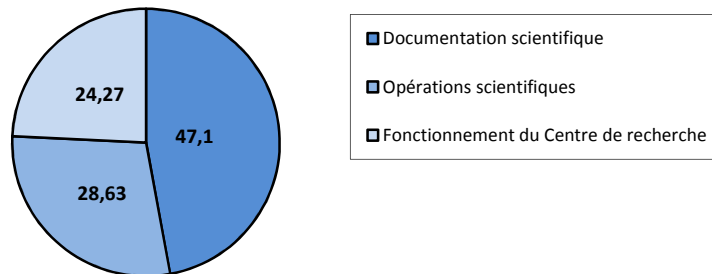
- **Record journalier** : 13 mars 2013 – 339 visites (programmation scientifique) ;
- **Record mensuel** : août 2009 – 2 659 visites (17<sup>e</sup> Université européenne d'été du CEE).

### 3.8. Moyens financiers

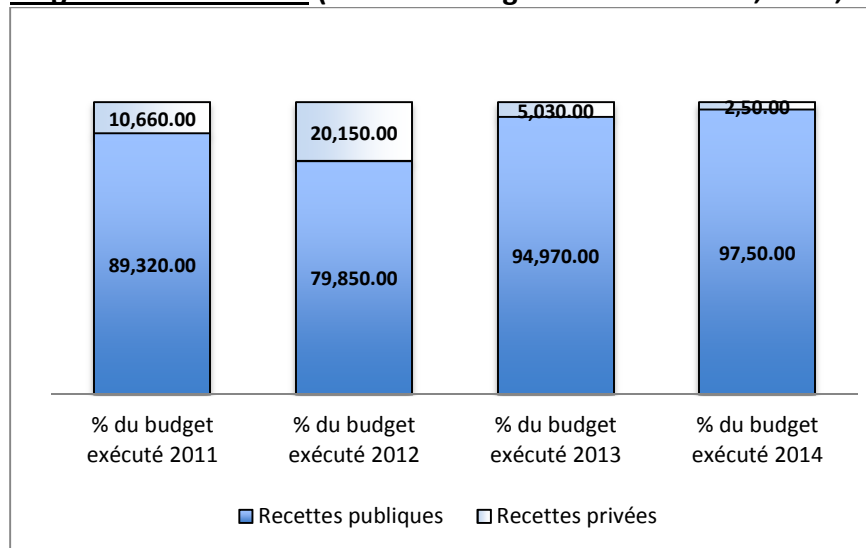
<sup>2</sup> Le site a été désactivé durant sa maintenance et redirigé sur le site web de l'EDIEC au cours du mois de novembre.

La part du budget consacrée à l'activité scientifique est de 75,73 %.

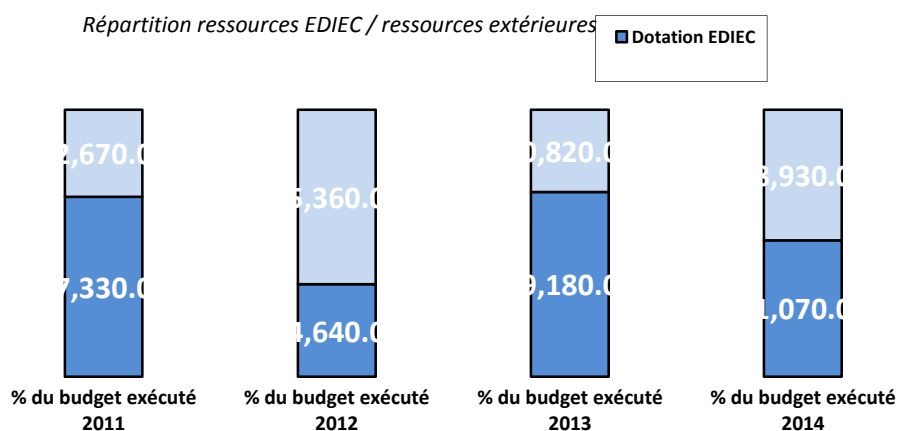
Budget primitif 2015 par catégorie de dépenses, en pourcentage



**Origine des ressources (en % des budgets exécutés 2011, 2012, 2013 et 2014) :**



**Répartition des recettes (en % des budgets exécutés 2011, 2012, 2013 et 2014) :**



# ANNEXE

## ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)

### Enseignants-chercheurs :

**Michaël KARPENSCHIF**, Professeur des universités, Agrégé de droit public, Directeur.  
**Mathieu CARDON**, Maître de conférences en droit public.  
**Éric CARPANO**, Professeur des universités, Agrégé de droit public.  
**Thierry DEBARD**, Professeur des universités, Agrégé de droit public.  
**Christine FERRARI-BREEUR**, Maître de conférences en droit public, HDR, Directrice adjointe.  
**Bernadette LE BAUT-FERRARESE**, Maître de conférences en droit public, HDR.  
**Efthymia LEKKOU**, Maître de conférences en droit public.  
**Gaëlle MARTI**, Professeur des universités, Agrégée de droit public.  
**Jean-Pierre VIENNOIS**, Professeur des universités, Agrégé de droit privé.  
**Florence ZAMPINI**, Maître de conférences en droit public, HDR.

### Enseignants-chercheurs associés au CEE :

**Sébastien ADALID**, Maître de conférences en droit public, Université Paris-Est Créteil.  
**Jean-Sylvestre BERGÉ**, Professeur des universités, Agrégé de droit privé (EDIEC-CREDIP).  
**Panayotis SOLDATOS**, Professeur émérite de l'Université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'Université Jean Moulin Lyon 3.  
**Hélène SURREL**, Professeur des universités, Sciences Po Lyon.  
**Dimitrios VOUGIOUKAS**, Docteur en droit, Avocat au Barreau d'Athènes, Enseignant agrégé à l'Université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.idef.gr/ideffr/idef.htm>).  
**Melchior WATHELET**, Avocat général à la Cour de justice de l'Union.

### Docteurs / ATER / Doctorants :

**Anouche ARABAGHIAN**  
**Eleni ARTEMIOU**  
**Marc AUGOYARD**, Docteur en droit  
**Saïd BENARBIA**  
**Toufik BENIDIR**  
**Béline BENZAQUEN**  
**Léonie CHABAUD**  
**Gaëlle COGNET**  
**Mathieu COMBET**, Docteur en droit  
**Antoine DESFORGES**, ATER  
**Endza DJIERDJIAN**  
**Gilles Landry DOSSAN**  
**Étienne DURAND**  
**Julie GRANGEON**, Doctorante contractuelle  
**Chloé JOUTEUX**

**Fabrice JURY**, Doctorant contractuel  
**Panagiota KATSORCHI**  
**Péter KRUSZLICZ**  
**Benoît LAWU KIFWENKELWA**  
**Rajendranuth LOLJEEH**  
**Myriam LOUGRAIDA**  
**Monika MKHITARYAN**  
**Evgeniya PETROVA ép. EME**  
**Juliette PROUTEAU**  
**Karima RAMI**  
**Loïc ROBERT**, Docteur en droit  
**Aminata SONKO**  
**Abdoulaye SOW**  
**Aurélien WATTECAMPS.**

**NOUS SUIVRE SUR LE WEB :**



**CEE, Centre d'études européennes :** <http://cee.univ-lyon3.fr>

**EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS :**

**Publications :** <http://cee.univ-lyon3.fr/publications>

**Bilans :** <http://cee.univ-lyon3.fr/le-centre-et-ses-partenaires/rapports-d-activite>

**Blogs :** Le blog de Jean-Sylvestre Bergé, CREDIP + CEE : <http://www.universitates.eu/jsberge>

**Directeur de publication :** Michaël Karpenschif, Professeur agrégé de droit public, Directeur du Centre d'Études Européennes | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse) :** Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

**Université Jean Moulin-Lyon 3 – Faculté de Droit**

**Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA 4185**

**Centre d'Études Européennes** – 15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02 – **Courriel :** [cee@univ-lyon3.fr](mailto:cee@univ-lyon3.fr) – **Tél. :** ++ 00 / 33 478 787 251 – **Fax :** ++ 00 / 33 478 787 466 – **Web :** <http://cee.univ-lyon3.fr>.